

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 2 FEVRIER 2018

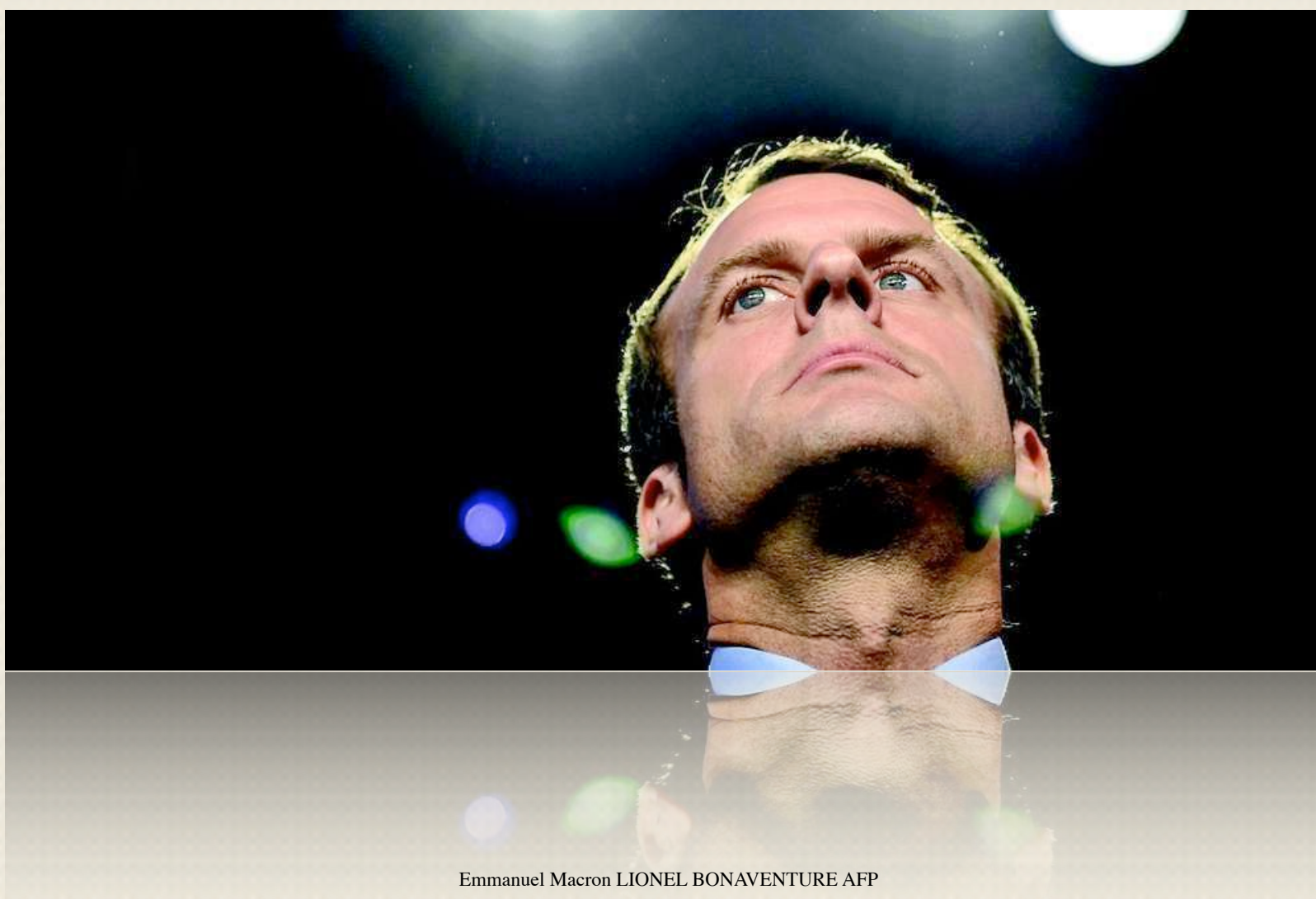
SOMMAIRE

- 1) "Président raté"
- 2) Le Congrès PS
- 3) Le théologien musulman
- 4) La suite de Yann
- 5) Il a gagné la présidentielle 2017...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) "Président raté" : la tribune du New York Times qui accable Emmanuel Macron



Emmanuel Macron LIONEL BONAVENTURE AFP

Une tribune publiée dans le prestigieux quotidien juge sévèrement les premiers mois à l'Élysée du président français...

C'est ce qui s'appelle ne pas mâcher ses mots. Dans une tribune publiée ce jeudi dans le prestigieux New York Times, Chris Bickerton, un enseignant de politique européenne à l'université de Cambridge, assassine le président français et sa politique.

"Emmanuel Macron will be yet another failed french president", titre le quotidien américain, estimant qu'Emmanuel Macron sera lui aussi un "président français raté". Au mois de mai dernier pourtant, l'élection du président avait été largement saluée par le journal. Mais quatre mois plus tard, les choses ont changé.

Pour l'auteur de la tribune, si la cote du président français a autant dégringolé depuis élection, c'est avant tout parce que son projet est faible et bien "trop centré sur sa personnalité", ce qu'il appelle : le macronisme.

"Tout le projet politique du président français s'est concentré sur sa propre personne. Son attrait vient essentiellement de sa jeunesse, de son dynamisme, de son allure et de ses qualités oratoires. Mais une fois que le charme est rompu, il ne reste rien à ses soutiens pour l'apprécier et c'est ce qui est en train de se produire ».

Chris Bickerton

Une attitude arrogante

Pour Chris Bickerton, Emmanuel Macron, "l'enfant chéri de l'élite libérale mondiale" a perdu de son aura à cause de son attitude arrogante vis-à-vis du pouvoir. Il cite alors en exemple, sa déclaration au sujet d'une présidence jupitérienne, son discours au Congrès de Versailles ou encore ses propos sur la loi Travail. "Beaucoup de français se sont hérissés de ces accents monarchiques", note-t-il.

Il se montre particulièrement septique concernant la réforme du Code du travail. "La politique économique d'Emmanuel Macron favorise les employeurs par rapport aux salariés et ébrèche ce qui reste de l'État providence français", écrit-il.

Pour illustrer son propos, Chris Bickerton rappelle qu'en matière de lutte contre le chômage, les expériences d'autres pays suggèrent que des résultats s'obtiennent au prix de nouvelles inégalités. En Allemagne, les réformes du marché du travail ont entraîné une prolifération de "mini-emplois", un travail à temps partiel légèrement réglementé et qui a remplacé les emplois à plein temps dans certains secteurs.

Il prend enfin l'exemple de la Grande-Bretagne où les niveaux records d'emplois existent, mais parallèlement à la faible productivité, à la stagnation des salaires et à la prolifération de contrats à court terme. **"Est-ce ce futur que la**

veut?", s'indigne-t-il.



II) Congrès PS : Emmanuel Maurel, candidat favori... de la France Insoumise

Par Pierre Lepelletier



Emmanuel Maurel est le candidat socialiste le plus proche des Insoumis. Lemouton Stephane/ABACA

LE SCAN POLITIQUE - Selon La France insoumise, un «travail commun» serait possible avec le Parti socialiste si Emmanuel Maurel devenait le futur Premier secrétaire du PS.

Même s'ils ne sont - évidemment - pas invités à voter pour le futur Premier secrétaire du PS, les Insoumis ont déjà trouvé leur candidat. Sans surprise, il s'agit d'Emmanuel Maurel, seul représentant de l'aile gauche du parti dans la course. «S'il gagne, ça change l'orientation du PS et ça poserait la question d'un travail commun», a déclaré lundi Manuel Bompard, le coordinateur des campagnes de La France insoumise devant plusieurs journalistes et rapporté par l'AFP. Emmanuel Maurel «respecte et tient compte de la force politique que nous sommes», a-t-il également estimé.

«Ce serait plus probable de travailler avec le PS si Maurel est à sa tête», confirme auprès du Figaro le député Insoumis du Nord, Ugo Bernalicis. «Nous ne sommes pas sectaires, nous en avons fait la démonstration à l'Assemblée en faisant plusieurs démarches avec le groupe socialiste», souligne-t-il, tout en précisant que La France insoumise «ne modifiera pas sa ligne politique pour discuter avec untel ou une telle.»

Le plus insoumis des socialistes

Et pour cause: depuis qu'il s'est lancé dans la campagne pour le poste de Premier secrétaire, Emmanuel Maurel multiplie les messages en direction des troupes de Jean-Luc Mélenchon. «Si les Insoumis partagent un certain nombre de nos convictions, si on se retrouve sur le terrain des

luttés, s'il y a des convergences dans les débats, il faudra assumer ça, moi ça ne me pose pas aucun problème», a encore avancé jeudi dernier le candidat, allant jusqu'à prôner une «alliance de toute la gauche» pour les municipales de 2020.

Emmanuel Maurel a toujours été proche de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat était même l'attaché parlementaire du chef de file de La France insoumise lorsqu'il était encore sénateur socialiste. Fin août, il a également été repéré aux Amphis d'été de La France insoumise. Il était alors le seul socialiste présent. Une telle proximité avec LFI qui lui a souvent été reprochée au PS. Longtemps, certains l'ont soupçonné de préparer son départ du parti pour rejoindre Jean-Luc Mélenchon et les siens.



Pierre Lepelletier
Membre Mon Figaro
Journaliste

LE FIGARO.fr

III) Tariq Ramadan placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête pour viol

INFO RTL - L'islamologue suisse est entendu depuis mercredi matin à la Police judiciaire de Paris dans le cadre d'une enquête pour viol.



L'islamologue suisse Tariq Ramadan Crédit : Kathy Willens/SIPA

Thomas Prouteau Journaliste RTL

Tariq Ramadan, le théologien musulman visé par une enquête préliminaire pour viol, a été placé en garde à vue mercredi 31 janvier à la police judiciaire de Paris. L'islamologue est visé par deux plaintes pour viol, déposées fin octobre 2017. L'une par Henda Ayari, une ancienne salafiste aujourd'hui militante laïque et féministe qui l'accuse de l'avoir violée un soir de 2010 dans une chambre d'hôtel alors qu'elle venait demander des conseils religieux. L'autre par une femme de 40 ans qui a souhaité rester anonyme et qui a déposé plainte pour des faits qui remontent à l'automne 2009.

Tariq Ramadan est actuellement entendu par les enquêteurs de la 2e DPJ de la police parisienne, une garde à vue qui peut durer jusqu'à 48 heures et à l'issue de laquelle il peut repartir libre, être placé sous le statut de témoin assisté ou être mis en examen.

Contacté par RTL, l'avocat d'une des plaignantes Eric Morain n'a pas souhaité faire de commentaires.



IV) Yann Moix : "Monsieur le Préfet, je vous demande de m'attaquer en diffamation"



Yann Moix

Mis en cause par le préfet du Pas-de-Calais, Yann Moix reprend la plume.

Monsieur le « Préfet »,

J'ai lu votre lettre. Vos récriminations condescendantes à mon endroit sont aussi méprisables que vos menaces téléphoniques à l'égard de mon producteur.

Je tiens cependant à vous remercier. En effet, je trouve en vous l'avocat le plus inattendu auprès des exilés victimes des gravissimes exactions policières perpétrées à Calais sous votre responsabilité. Car pas une seule fois, dans votre « réponse » à une tribune qui ne vous était pas adressée, vous ne me démentez. Je persiste et je signe.

Vous « [voulez] affirmer qu'aucun agent détenteur de la force publique ne reçoit, ni n'a reçu, d'instructions contraires à la déontologie (utilisation de gaz lacrymogène sur des points d'eau ou au moment de la distribution des repas, réveil des personnes pendant la nuit, exercice de violences physiques, etc.) » Vous sous-entendez par conséquent qu'il est en accord avec la « déontologie » que la police utilise les gaz lacrymogènes en dehors des points d'eau ou entre les repas.

Les associations et bénévoles possèdent comme moi quantité d'images, preuves définitives de ce que j'avance et maintiens.

Je vous somme de me dire quelle « déontologie » vous évoquez. Qui a décidé – en vertu de quelle morale, de quelle éthique, de quelle juridiction, de

quelle législation supérieures – qu'il est de droit, au nom de la République et de la nation, de gazer de 6 heures du matin à midi des jeunes sans défense et de ne plus les gazer en dehors des horaires préfectoraux ?

Faisant preuve à la fois d'imprudence et de déloyauté, vous vous permettez d'ajouter que « tout agent qui se rendrait coupable de tels agissements serait immédiatement sanctionné, avec la plus grande sévérité, sur initiative de [votre] part ».

Imprudence envers vous-même : les associations et bénévoles possèdent comme moi quantité d'images qui sont en train d'affluer, constituant d'ores et déjà, à l'instar des miennes, les preuves définitives de ce que j'avance et maintiens.

Déloyauté envers vos hommes : vous annoncez que les policiers qui auront eu le malheur d'être identifiés à partir de mes images serviront d'exemples (c'est-à-dire de boucs émissaires) afin que ne s'abatte point sur les donneurs d'ordres la sanction promise à ceux qui les ont exécutés.

Vous voulez faire de l'exemple, monsieur le « Préfet » ? Alors commencez vous-même par être exemplaire. Mais comment pourrait-on prendre au sérieux un « Préfet » qui ne sait même pas qu'un fonctionnaire de police peut à la fois être domicilié hors de Calais et y intervenir ?

Finalement, le seul acte d'héroïsme dont on pourrait éventuellement vous créditer serait d'aller au « sacrifice » pour mieux couvrir votre hiérarchie. Car il faudra bien que quelqu'un réponde de tout cela, n'est-ce pas, monsieur le « Préfet » ? Pourquoi serait-ce vos hommes ? Pourquoi pas vous ?

Vous ne contestez pas. En revanche, vous ergotez. Je vous parle crime, vous répondez proportion.

Par la force des choses, les images de mon documentaire sont devenues les pièces à conviction contre ce que vous appelez la « politique du gouvernement » et que je nomme, moi, un scandale d'Etat. Quels que soient les accords signés (et résignés), le rôle de la France n'est pas de faire sur son propre territoire la « police » pour le compte de l'Angleterre.

Sur les images de mon film, trois CRS, dont un seul, le sans-grade, a voulu rester anonyme, témoignent de cette violence systématisée et de ces pratiques connues de tous – à l'inimaginable exception de votre hiérarchie et de vous-même. Ces agents ont-ils été, depuis, poursuivis ou sanctionnés pour avoir menti ? Non. Pas davantage que moi-même. Et pour cause.

Je persiste et je signe : tout ce que j'ai écrit, dénoncé et montré est vrai. A aucun moment dans votre lettre vous ne dites autre chose. Vous ne contestez pas. En revanche, vous ergotez. Je vous parle crime, vous répondez proportion.

C'est aux victimes, et à elles seules, d'évaluer si les traumatismes et dommages subis sont « proportionnés » ou non aux motifs qui les auraient causés. Car je ne sache pas que vous ressentiez la cuisson des hématomes et des brûlures à leur place. Je constate qu'à vos yeux la violence n'est pas mesurable par la douleur de ceux qui reçoivent les coups, mais uniquement par la « déontologie » de ceux qui les donnent.

Face aux scènes que j'ai filmées, comment osez-vous, j'insiste, ergoter sur la définition de ce qui

est violent et de ce qui ne l'est pas ? Comment osez-vous douter de ce qui est policier et de ce qui ne l'est pas ? Croyez-vous que ces jeunes exilés s'amuse à se pulvériser eux-mêmes du gaz lacrymogène dans les yeux ? Cette jeune femme, armée de ses seuls baskets, hurlant, la rétine brûlée, sur un bout de trottoir, serait-elle une figurante ?

Je persiste et je signe. Ces scènes, monsieur le « Préfet », ne font pas seulement partie de mon film ; elles font partie de la réalité.

Vous prétendez en outre que ces images auraient été filmées en 2016, alors que j'ai toutes les preuves de leur captation en 2017. Pensez-vous qu'en affirmant des contrevérités vous pourriez justifier l'injustifiable, faute de pouvoir le nier ?

En somme, nous dirions strictement la même chose si vous n'aviez choisi de le faire par le biais de l'euphémisme. Ce que moi j'appelle gravité, vous l'appellez banalité ; ce que moi je nomme brutalité, vous le nommez normalité.

Le défenseur des droits, lui aussi, a dénoncé à trois reprises en 2017 le traitement réservé par les services de l'Etat aux exilés à Calais. Je n'ai pas lu pour autant de lettre de vous lui intimant de se taire.

L'Inspection générale de la police nationale, elle aussi, a confirmé, au mois d'octobre dernier, « un manquement plausible à la doctrine de l'emploi et à la déontologie des forces de sécurité intérieure à Calais ». Je n'ai pas lu pour autant la moindre lettre où vous contestiez ses conclusions.

J'ai fait mon devoir. Ferez-vous votre travail ?

A vous lire, je regrette, monsieur le « Préfet », que vous soyez davantage préoccupé par votre prose que par votre tâche. Le contraire eût évité qu'au lendemain même de votre lettre de cachet une nouvelle « bavure » ne fût commise de la part d'un CRS, causant la perte d'un œil à un jeune exilé de 16 ans. J'entends bien que nul n'a jamais donné l'ordre au moindre CRS de crever l'œil d'un enfant ; mais les ordres donnés contiennent à tout moment la perspective d'un œil crevé d'enfant. Preuve, hélas, en est faite.

Que vous vous accrochiez à votre place ne vous autorise pas à décrocher de votre poste. Quand plus personne n'arrive à distinguer un ordre et les conséquences de cet ordre, c'est que la situation est grave. Et que la plus grande confusion règne au sommet de l'Etat.

Ce qui m'accable, me révolte, m'indigne, c'est de vous voir opposer à une tribune défendant la personne humaine et le respect de l'Etat de droit l'inacceptable aveu d'un déni de justice.

Pis, vous étouffez le cri de la souffrance d'exilés démunis en invoquant un « dispositif humanitaire », comme si ces moyens constituaient par leur simple présence la preuve d'une absence de traitements inhumains.

Vous jugez enfin que mes propos me « disqualifient désormais pour parler au nom des migrants ». Cela tombe mal puisque précisément je ne parle pas en leur nom. Je parle au nom de la loi. Et c'est elle, monsieur, qui vous disqualifiera.

Mon devoir était de porter à la connaissance du public la situation d'un Etat hors la loi sur son propre territoire. Le vôtre est désormais de saisir la justice en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale, afin que soient condamnées

sans délai les insoutenables voies de fait que j’ai signalées à l’autorité publique.

J’ai fait mon devoir. Ferez-vous votre travail ? J’en doute. Car, si vous aviez voulu le faire, vous l’auriez fait depuis longtemps. Aussi, la Justice que vous avez l’outrecuidance d’invoquer, je vous donne l’occasion de la saisir enfin. Je vous demande solennellement par la présente de m’attaquer en diffamation.

Je le demande parce que la vérité l’exige. Je le demande parce qu’il faut que la vérité l’emporte, et qu’un jugement condamne au nom de la République et du peuple français les exactions outrageantes que vous laissez commettre abusivement au nom de cette même République et de ce même peuple français. En laissant commettre ces crimes, c’est vous qui les commettez.

Vous prétendez que les faits me donnent tort. Je vous somme de demander aux tribunaux de vous donner raison.

Y.M.



V) Comment Jean-Luc Mélenchon a remporté la présidentielle de 2017

Jean-Marie Pottier

Et si le Canard enchaîné n’avait pas publié ses informations sur François Fillon le 25 janvier...



Mélechon, le Grand Soir. Bertrand Guay / AFP.

Souvenez-vous...

Il y a un an, le Canard enchaîné du 25 janvier 2017 sortait l'affaire Penelope Fillon. Une révélation qui a changé le cours d'une présidentielle que beaucoup croyaient gagnée d'avance pour l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy. Que se serait-il passé si cet article n'avait jamais existé? On ne le saura probablement jamais. Mais on peut l'imaginer.

Slate publie donc une uchronie en quatre volets et explore différents scénarios. Découvrez le premier épisode: Comment François Fillon a remporté la présidentielle de 2017. Et le deuxième: Comment Marine Le Pen a remporté la présidentielle de 2017.

Jean-Luc Mélenchon se laissa tomber sur son siège en poussant un soupir de soulagement tandis que les moteurs de l'A330 présidentiel chauffaient. Il avait été pénible, ce seizième sommet de l’Alliance bolivarienne à Managua. Passent encore ces interminables toasts au rhum, dignes d’un dîner officiel dans l’URSS des années 1980, qui lui valaient ce matin un mal de crâne qui ne cédait en intensité qu’à ceux suivant une journée au Salon de l'agriculture. Mais les discussions politiques! Il avait passé une bonne partie des deux jours à dévisager une chaise vide en face de lui, celle de Miguel Diaz-Canel, le successeur de Raúl Castro.

La deuxième révolution cubaine, six semaines plus tôt, avait plongé le monde dans la stupéfaction, l’Alliance dans le désarroi et les réseaux sociaux en ébullition –les plus fins spécialistes anonymes en géopolitique n’hésitaient pas à dénoncer dans des messages à l’orthographe incertaine un complot conjoint de la CIA et des grands trusts, avec Facebook ou Google dans le rôle des géants du pétrole des années 1950. Le gouvernement provisoire avait décidé de sécher le sommet au profit d’une première visite officielle aux États-Unis, l’occasion surtout de gros bains de foule au milieu des exilés en Floride. Pire, pour le président français: la victoire de l’opposition de droite au Venezuela trois mois plus tôt lui avait valu de passer de longues heures à côté d’un Enrique Capriles qui ne cachait pas son antipathie à son égard, ainsi qu’à celui de l’organisation en général, dont il prévoyait un retrait à très brève échéance.

Pacte avec Hamon

Bref, ce sommet avait été un désastre. Pire encore que celui organisé par la France deux ans plus tôt en Guyane, quand Jean-Luc Mélenchon avait convié ses homologues à assister au lancement du «magnifique programme spatial français Ariane» depuis Kourou. La fusée avait explosé à mi-hauteur devant une assistance médusée: «C’est un grave échec pour ce programme européen, dont l’Union devra tirer toutes les conséquences», avait réagi le président français à son retour à Paris.

Qu'est-ce qu'il avait dit, le Vieux, déjà, juste après avoir appris son élection? «Enfin, les ennuis commencent»? Jean-Luc Mélenchon repensait avec nostalgie à ses premières semaines au pouvoir, il y a près de cinq ans déjà. L’accolade avec François Hollande dans la cour de l’Élysée, occasion pour son prédécesseur de lâcher une ultime petite blague, vite regrettée: «Tu te souviens du congrès de Brest? Heureusement pour toi, cette fois-ci, je ne pouvais pas enlever cinq points à ton résultat... – Tu aurais surtout dû les ajouter à ta popularité, tu ne serais pas parti sur un score à un chiffre.» La première visite officielle, réservée au président bolivien Evo Morales, à qui il avait promis de travailler «la mano en la mano» (la nouvelle plume de l’Élysée était un fervent admirateur de De Gaulle). Et encore, ces premiers moments n’avaient pas eu la même saveur que les derniers instants avant la victoire, ceux où vous sentez qu’elle devient possible, ou même probable.

L’effondrement de François Fillon avait complètement rebattu les cartes de la campagne. 25%, 20%, 15%: le candidat LR s’était écroulé au

fur et à mesure que gouttaient les révélations sur son patrimoine et que ses soutiens le lâchaient, qui pour rejoindre Macron, qui pour se retirer sur son Aventin. Par ricochet, le candidat En Marche! s’était mis à se comporter de plus en plus comme un candidat de la droite classique, les «en même temps» disparaissant un à un de ses discours au rythme de ses accolades avec les dirigeants de LR. L'espoir d'une victoire possible avait fini par inciter Benoît Hamon à nouer un accord de désistement avec son ancien camarade de parti, le «pacte du Moai bleu». Tant et si bien que les derniers sondages parus avant le premier tour portaient un suspense inédit: Mélenchon, Macron et Marine Le Pen étaient tous les trois donnés autour de 24% et Fillon à 17%.

Le soir du 23 avril, les premières estimations étaient tellement serrées et contradictoires que les candidats avaient longtemps repoussé leur prise de parole avant que des chiffres fiables ne tombent: Le Pen 24,5%, Mélenchon 24%, Macron 22%. Tard dans la soirée, ce dernier avait été aperçu, abattu au comptoir de la Rotonde, répétant en boucle «600.000 voix, 600.000 voix...», tandis que son ami Stéphane Bern essayait de le consoler en lui expliquant que les Français formaient un peuple régicide qui sacrifiait ses princes les plus brillants: «Souvenez-vous de Louis XVI!». Le lendemain, six heures du matin, Donald Trump avait dégainé au réveil un tweet moqueur envers le choix de son prédécesseur pour Macron: «It looks like PATHETIC LOSER Obama made the wrong bet again, like in November '16 with Crooked Hillary! SAD! We need to make American endorsements great again.» Son directeur de cabinet avait eu le temps de lui déconseiller d’affirmer son soutien à Marine Le Pen mais Stephen Bannon n’avait pas ces prévenances, et les pages de Breitbart se couvraient depuis d’articles à la gloire de la «future first woman president in France».

«L'effet Zizou»

Le second tour s’annonçait très serré, selon les instituts de sondage. Le centre et la droite affichaient leurs divisions, entre ceux qui avaient appelé à faire battre l’extrême droite et ceux qui étaient prêt à sauver leur siège par une alliance non assumée, sans oublier ceux, les plus nombreux, qui avaient coupé leur portable pour ne pas être interrogés sur le sujet. Et pourtant, le traditionnel débat d'entre-deux-tours avait quasiment été un non-événement. Tout le monde s’attendait à un pugilat, au point qu’au sein de la direction de France Télévisions, quelqu’un avait suggéré en blaguant de le faire animer par Paul Amar, pour peu qu’il retrouve ses gants de boxe. Ce que personne ne savait, c’est que les entourages des deux candidats incitaient au contraire leur champion(ne) à rester parfaitement courtois et calmes, à se pré-si-den-tia-li-ser pour aller grappiller les quelques dixièmes de points manquants au moment où l’autre perdrait son sang-froid et exploserait, ce qui ne manquerait pas d’arriver. Au jeu du «je te tiens, tu me tiens», le premier qui se mettrait en colère perdrait l’Élysée.

Résultat, pendant deux heures et demi, on avait assisté au spectacle surréaliste de Mélenchon et Le Pen rivalisant de suavité et de self-control, comme deux équipes faisant tourner le ballon car le score du match leur convient. Au coup de sifflet, pardon, au générique de fin, Nathalie Saint-Cricq et Christophe Jakubyszyn n'en revenaient pas: «À côté, Jospin-Chirac 95, c'était un pugilat! –C'était leurs hologrammes en plateau, là?» Et justement, en parlant de football, plusieurs millions de téléspectateurs assoupis avaient zappé en cours de route pour se brancher sur la demi-

finale retour de Ligue des champions Real Madrid-PSG, marquée par une stupéfiante remontada espagnole (6-1, après 0-4 à l’aller). Malgré la qualification, le coach madrilène apparut pourtant le visage fermé en conférence de presse, sur les coups de 23 heures, suscitant l’interrogation des envoyés spéciaux du monde entier: « Je tenais à dire que le FN au pouvoir en France, c’est pas bieng.» Plus tard, les politologues allaient consacrer des thèses à ce qu’ils appelleraient «l’effet Zizou»: le 7 mai 2017, Jean-Luc Mélenchon était élu président avec 53% des voix.

Une droite requinquée

Oui, ces quinze derniers jours d’espoir avant la victoire, il n’avait jamais connu mieux. Les premiers mois au pouvoir, évidemment, avaient été très difficiles. Malgré l’accord national avec Benoît Hamon en échange de sa nomination à Matignon, les dissidences s’étaient multipliées aux législatives –Insoumis furieux de devoir une nouvelle fois laisser la place aux sociaux-traîtres, sortants socialistes bien implantés qui pensaient pouvoir être réélus en solo– et avaient provoqué un résultat contrasté: 195 députés insoumis et 97 socialistes, soit cinq sièges de plus seulement que la majorité absolue.

En échange de son ralliement, Benoît Hamon avait demandé l’abandon de la Constituante promise pour une révision constitutionnelle classique, juridiquement moins douteuse, mais celle-ci était tombée à l’eau dès la victoire de la droite aux sénatoriales en septembre.

Bien aidée par une conjoncture mondiale plutôt porteuse, la popularité du nouveau président s’était maintenue à un niveau décent, mais cela n’avait pas empêché une droite requinquée de remporter les européennes, les municipales et les régionales, grand chelem dû à un revenant: Alain Juppé. Depuis sa victoire à la primaire de la droite, en novembre 2021, ce dernier allait répétant que son âge, 77 ans bientôt, était un avantage: les États-Unis n’étaient-ils pas désormais gouvernés par Joe Biden, 78 ans? Marion Maréchal-Le Pen, qui avait succédé à sa tante après la retraite politique de celle-ci, rêvait quant à elle à l’inverse de devenir la plus jeune présidente de l’histoire.

Un songe élyséen que caressait également l’ennemi juré de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Valls, qui avait fondé dès l’automne 2017 son propre parti, le TIGRE (Tenons aux Idéaux d’une Grande République). Tous, malgré leurs différences programmatiques, ironisaient en chœur sur cette adhésion de la France à l’Alliance bolivarienne dont ils jugeaient qu’elle affaiblissait le statut du pays au sein de l’Union européenne, et avaient annoncé une sortie immédiate s’ils accédaient à l’Élysée.

Une balle à blanc dans le visage

Dans l’avion, un conseiller glissa à Jean-Luc Mélenchon l’édition du jour du Monde, qui titrait sur ce voyage centro-américain d’un président français affaibli par des sondages qui, à un mois du premier tour, le donnaient tous sans exception battu par Alain Juppé au second –si déjà il y parvenait. La caricature de Une le montrait déguisé en général Alcazar dans L'Oreille cassée, quand celui-ci explose de colère après avoir été battu aux échecs par Tintin (le dessinateur avait-même imaginé une houpette à Juppé) et lui tire une balle à blanc dans le visage: «Tonnerre de tonnerre! Oser me battre, moi, votre général!»

Cette histoire d’union bolivarienne commençait vraiment à être pesante politiquement, pour un profit international désormais infime maintenant que Cuba et le Venezuela se détournaient de l’organisation. Son sherpa s’assit à côté de lui:

«J’ai une idée à te proposer. Tous tes adversaires ont annoncé qu’ils retireraient immédiatement la France de l’Alliance bolivarienne s’ils l’emportaient. Et si tu promettais que, une fois réélu, tu organiseras un référendum pour demander aux électeurs de se prononcer sur le sujet, le contexte international ayant changé depuis 2017? Tu priverais tes rivaux de cet argument tout en te replaçant dans la position de celui qui arbitre et qui redonne la parole au peuple, à la démocratie directe. Au-dessus de la mêlée. Gaullien. Présidentiel, quoi.»

L’idée était bonne. Jean-Luc Mélenchon envoya son responsable de la communication inviter l’envoyé spécial de l’AFP à le rejoindre pour un entretien. Peu après, une première dépêche tombait sur le fil:

«ALERTE – Jean-Luc Mélenchon proposera aux Français de se prononcer par référendum sur l’appartenance de la France à l’Alliance bolivarienne s’il est réélu le 8 mai.»

Sur les plateaux des chaînes d’information en continu, les commentateurs rivalisaient déjà d’analyses savantes sur ce rebondissement. «Mélenchon tente le même coup que David Cameron en 2015, et cela n’a pas porté chance à ce dernier», soulignait l’un. «Après le référendum sur le Brexit, voilà le référendum sur le “Bolivadios”», ironisa l’autre.

La campagne était relancée.



Jean-Marie Pottier (946 articles)
Rédacteur en chef, responsable de la newsletter politique «Le Jour d'après». Auteur de «Indie Pop 1979-1997» et «Ground Zero. Une histoire musicale du 11-Septembre» (Le Mot et le Reste).



Bonjour à toutes et tous,

Mon premier compte a été piraté. J'ai tout perdu et mes amis avec. Je suis désolé. La porte reste ouverte néanmoins.

Pas de reconnaissance à l'abruti ayant fait ça.

Mes amitiés aux autres

LAPRESSEENREVUE.EU